

Mesdames, Messieurs,

La FSU ne peut commencer cette CAELVE sans dénoncer vivement le prétendu « Choc des Savoirs » initié par M. Attal lors de son bref passage au Ministère de l'EN puis porté par Mme Belloubet pour échoir il y a quelques heures à Mme Genetet. On aurait pu espérer un dialogue différent ou un retour sur plusieurs réformes pour le moins controversées des gouvernements précédents. Mais nous ne sommes pas dupes de la volonté de continuité du président dans la destruction des services publics et de la sécurité sociale avec une communication manipulatrice bien rodée.

Ces groupes de français et mathématiques initiés dans les établissements sont hétérogènes dans près de 80 % des cas et donc permettent uniquement aux enseignements de Mathématiques et de Français de se dérouler avec de meilleurs effectifs que dans les autres disciplines. Cela est souvent pénalisant pour les autres disciplines qui ont vu des moyens de la dotation pris pour la mise en place de ces groupes de niveaux non suffisamment financés dans la plupart des établissements et des disciplines comme les Langues Vivantes étrangères devant faire de plus en plus avec des classes entières qui sont de plus en plus lourdes en effectifs.

Nous nous inquiétons également des annonces sur l'utilisation de l'IA dans l'enseignement des langues vivantes, de la primaire à l'université ! Ces IA nous dit-on dans le dossier de presse seront même capables « d'entretenir un dialogue avec les élèves et vont leur permettre de progresser à l'oral grâce à la reconnaissance vocale » ! Rien que cela ! C'est une systématisation, sans recul critique et alors même que la société toute entière s'inquiète de l'impact des écrans sur nos enfants et recommande une grande prudence dans l'utilisation des IA ! C'est bien sûr un nouvel outil qu'il va falloir s'approprier, probablement lors de formations hors temps scolaire évidemment ! Et sans parler du coût pour l'Éducation nationale !

Alors même que l'Éducation peine à recruter, les conditions d'enseignement vont donc encore se dégrader cette année ! Les langues ne font pas exception. La situation de l'allemand interpelle fortement : 165 postes au concours, 97 admissibles, ces chiffres parlent d'eux-mêmes ! Les documents présentés lors des deux dernières années aux CSA académiques font état d'une perte de 15 postes d'anglais soit -2,5 % et 10 postes d'allemand soit - 6,7% environ en deux ans !

À l'heure où les tests de positionnement, résultats PISA, attestations diverses et variées deviennent des indicateurs qui jouent un rôle de plus en plus déterminant dans les choix de politiques éducatives, il nous paraît indispensable de rappeler que l'enseignement des langues suppose des effectifs raisonnables (une vingtaine d'élèves) ainsi qu'une exposition régulière ( minimum 3 heures hebdomadaires, et même 4). L'objectif affiché de 80 % d'élèves de 3<sup>e</sup> atteignant le niveau A2 en anglais en 2025 est une dérive qui ouvre la porte au « teach to test » que nous n'avons de cesse de dénoncer : l'indicateur devient l'objectif, mais on ne s'interroge pas sur la pertinence de l'outil de mesure, ev@lang n'est jamais qu'un test formaté...bien éloigné de notre réalité quotidienne d'enseignants. C'est pourquoi nous demandons la suppression d'ev@lang.

Au lycée, la logique inégalitaire des certifications se poursuit, réservées aux sections européennes ou internationales, laissant les autres élèves avec leur seule attestation de langue...nous persistons à dénoncer cette logique inégalitaire ainsi que le recours à des partenaires privés et payants. De plus, les collègues de langues en lycée doivent se plier à une formation pas toujours souhaitée, et organiser les épreuves et leur correction.

Un enseignement de langues de qualité, c'est avant tout des moyens en volume horaire, en professeurs qualifiés et rémunérés comme leurs collègues européens, une large offre de langues, et des conditions de travail correctes en particulier au niveau des effectifs. C'est également une volonté politique qui s'appuie sur une réflexion approfondie sur notre posture relative aux langues étrangères à l'échelle de la société. Quand les discours prônant le rejet de l'immigré se font de plus en plus audibles médiatiquement et politiquement, comment s'étonner du peu de cas que certains élèves font des langues étrangères, dont la maîtrise tend à devenir un marqueur social de plus.

En outre, après deux années où nous alertons le rectorat sur les difficultés rencontrées par les collègues de langues vivantes où les réunions sont souvent lieu d'injonctions infantilisantes et culpabilisantes notamment dans le cadre de mise en œuvre d'un plan d'urgence, nous espérons des relations plus apaisées et des conseils bienveillants et non stigmatisants de la part des IA-IPR. Les conditions de travail sont suffisamment difficiles notamment en raison des politiques éducatives sans qu'il soit nécessaire de rendre les enseignants responsables de tous les maux de la société.